A°·1895.  N°. 15.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT

waarbij de opneming in het Publicatieblad wordt bevolen van het Koninklijk besluit dd. 3 Maart 1894, bepalende de plaatsing in het Staatsblad van de op 18 Januari 1894 tusschen Nederland en Denemarken gesloten overeenkomst tot wederzijdsche uitlevering van misdadigers en van het Koninklijk besluit van den 16den September 1895, bepalende de plaatsing in het Staatsblad van de tusschen die landen gesloten additioneele overeenkomst van 2 Juli 1895 tot uitbreiding van het bedoelde uitleveringsverdrag tot de wederzijdsche kolonien.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van wege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaande Koninklijke besluiten:

STAATSBLAD
VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

(No 41.) **BESLUIT** *van den 3den Maart* 1894, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de tusschen* Nederland *en* Denemarken *op* 18 *Januari* 1894 *gesloten overeenkomst tot wederzijdsche uitlevering van misdadigers.*

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ, ENZ, ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK;

Gezien de op 18 Januari 1894 te *Kopenhagen* tusschen *Nederland* en *Denemarken* gesloten overeenkomst tot wederzijdsche uitlevering van misdadigers, van welke overeenkomst, met vertaling, een afdruk aan dit besluit gehecht blijft en daarvan een onafscheideiijk deel uitmaakt;

Overwegende dat de wederzijdsche akten van bekrachtiginn van gezegde overeenkomst den 15 Februari 1894 te *Kopenhagen* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 1sten Maart 1894, No. 2541, Algemeen Secretariaat;

Hebben goedgevonden en verstaan, de bekendmaking van bovenvermelde overeenkomst te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden der Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der voorschreven overeenkomst.

's Gravenhage, den 3den Maart 1894.

EMMA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN TIENHOVEN.

Uitgegeven den *zesden* Maart 1894.

De Minister van Justitie,
SMIDT.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-Bas, et Sa Majesté le Roi de Danemark, ayant résolu d'un commun accord de conclure une nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs; ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays Bas, Monsieur RUDOLPHE AUGUSTE ALEXANDRE EDUARD DE PESTEL, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Chevalier de l'ordre du Lion Neérlandais, etc., etc, etc., et sa Majesté le Roi de Danemark, Monsieur le baron KJELD THOR TAGE OTTO DE REEDTZ THOTT, Son Ministre des Affaires Etrangères, commandeur de l'ordre de Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de Danemark s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée :

1°. *a.* attentat contre la vie ou la liberté du Roi, de la Reine régnante, du Régent ou d'un autre Chef d'un Etat ami, ou entrepris dans le dessein de les rendre incapables de régner :

b. attentat contre la vie ou la liberté de la Reine non régnante, de l'héritier présomptif du Trône ou d'un membre de la Famille Souveraine :

2°. meurtre ou assassinat, meurtre ou assassinat commis sur un enfant;

3°. menaces d'attentat à la vie, de viol, d'acte d'immoralité avec violence, ou d'incendie, faites par écrit et sous une condition déterminée, et dans le dessein de se procurer un avantage à soi ou à autrui ;

4°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres ;

5°. sévices, ayant occasionné la mort ou une maladie ne laissant pas de chance de guérison complète ou une incapacité permanente d'exercer ses fonctions ou son emploi, ou l'avortement d'une femme, ou la mort de son fruit, et sévices commis avec préméditation ;

6°. viol; actes d'immoralité commis avec violence ou avec menaces de violence; le fait d'avoir, en dehors du mariage un commerce charnel avec une femme au dessous de l'âge de seize ans, ou avec une femme au dessus de cet âge, lorsque le coupable sait qu'elle est évanouie ou sans connaissance; actes d'immoralité, lorsque le coupable sait que la personne avec laquelle il les commet, est évanouie ou sans connaissance, ou lorsque cette personne n'a pas atteint l'âge de seize ans; excitation d'une personne au dessous de cet âge à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers;

7°. excitation à la débauche de personnes non mariées au dessous de l'âge de vingt-trois ans et tout acte ayant pour objet de favoriser à dessein la débauche de telles personnes avec un tiers en vue d'un lucre ou par métier, ou même sans ces deux dernières circonstances, lorsqu'il s'agit du père, de la mère, du tuteur ou du subrogé tuteur;

8°. bigamie;

9°. enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'un enfant;

10°. enlèvement de personnes non mariées au dessous de l'âge de vingt-trois ans;

11°. contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie comme non-contrefaits et non-altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papier-monnaie contrefaits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein;

12°. contrefaçon ou falsification de timbres émis par l'Etat, apposition de fausses marques de l'Etat ou de fausses marques d'ouvrier, exigées par la loi sur des ouvrages d'or ou d'argent, falsification et apposition frauduleuse de ces marques;

13°. faux en écriture et usage fait à dessein de l'écriture fausse ou falsifiée, pour autant qu'il s'agit d'un écrit dont peut résulter quelque droit, quelque obligation, ou l'extinction d'une dette, ou qui est destiné à servir de preuve; la détention ou l'introduction de l'étranger de billets d'une banque de circulation fondée en vertu de dispositions légales, dans le dessein de les mettre en circulation comme n'étant ni faux ni falsifiés, lorsque l'auteur savait au moment où il les a reçus, qu'ils étaient faux ou falsifiés;

14°. faux serment;

15°. corruption de fonctionnaires publics, punisable selon les articles 178, 363 et 364 du code pénal néerlandais et les articles 118, 120 et 121 du code pénal danois ; concussion ; détournement commis par des fonctionnaires ou par ceux qui sont considérés comme tels ;

16°. incendie allumé à dessein, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ; incendie, allumé dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un profit illégal au détriment de l'assureur ou du porteur légal d'un contrat à la grosse ;

17°. destruction illégale commise à dessein d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ;

18°. actes de violence commis en public, à forces réunies, contre des personnes ou des biens ;

19°. le fait illégal commis à dessein de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui ;

20°. émeute et insubordination des gens de l'équipage contre leurs supérieurs ;

21°. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;

22°. vol (Tyveri, Ran og Röveri) ;

23°. escroquerie et détournement ;

24°. abus de blanc-seing ;

25°. banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

L'obligation d'extradition ne s'étend pas aux nationaux. Le Danemark se réserve en outre la faculté de ne pas livrer les étrangers fixés et domiciliés dans le pays à moins que la demande d'extradition ne concerne un fait commis par l'étranger avant son arrivée en Danemark et que la demande ne soit faite avant que l'étranger soit domicilié depuis deux ans revolus.

Article 2.

L'extradition n'aura pas lieu :

1°. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition ;

2°. lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé à été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté :

3°. si, d'après les] lois du pays auquel l'extradition est demandée la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même fait dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'aprés la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée, et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié. Néanmoins, si d'aprés les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Article 5.

L'indivudu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou aprés avoir été gracié.

Il ne pourra pas non plus être poursuivi ni puni du chef d'un fait prévu par la convention, antérieur à l'extradition, sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de

l'un des documents mentionnés dans l'art. 7 de la présente convention. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré.

Article 6.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables aux délits politiques. La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Article 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt, délivré dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquant suffisamment le fait dont il s'agit, pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Article 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Article 9.

En attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée :

du côté des Pays-Bas par tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire) ;

du côté du Danemark par tout juge d'instruction ou par le président du tribunal de commerce de Copenhague.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 10.

L'étranger arrêté provisoirement, aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si, dans le délai de vingt jours après la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Article 11.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays, où les témoins seront invités à comparaître. En cas d'urgence toutefois une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.

Article 12.

Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après la décision du tribunal en vertu des tarifs et réglements en vigeur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, ou, à défaut de tels tarifs ou réglements, en lui allouant l'indemnité allouée par le Gouvernement requérant à la demande du Gouvernement de l'autre pays, transmise par voie diplomatique.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou comdamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 13.

Lorsque dans une cause pénale non politique la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique; et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Article 14.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce Puissance à l'autre Partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'art. 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des artt. 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 15.

Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement requérant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 16,

La présente convention, laquelle n'est pas applicable aux colonies, ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

A partir de sa mise à exécution la convention du 28 Juillet 1877 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la pré-

sente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifieé et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Copenhague, le 18 Janvier 1894.

(*get.*) R. DE PESTEL. (*L.S.*)

(*get.*) REEDTZ THOTT. (*L.S.*)

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogstderzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden, en Zijne Majesteit de Koning van Denemarken, in gemeenschappelijk overleg overeengekomen zijnde een nieuw verdrag te sluiten betreffende de uitlevering van misdadigers, hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden, den heer RUDOLF AUGUST ALEXANDER EDUARD VON PESTEL, Buitengewoon Gezant en gevolmachtigd Minister, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., enz. en Zijne Majesteit de Koning van Denemarken: den heer Baron KJELD THOR TAGE OTTO VAN REEDTZ-THOTT, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, Commandeur der Orde van Danebrog en begiftigd met het eerekruis dier Orde, die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de navolgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeering der Nederlanden en de Regeering van Denemarken verbinden zich, volgens de voorschriften bij de volgende artikelen vastgesteld, wederkeerig aan elkander uit te leveren de personen, welke veroordeeld of beklaagd zijn ter zake van een der feiten hieronder vermeld, gepleegd buiten het grondgebied van den Staat aan welken de uitlevering wordt aangevraagd:

1°. *a.* aanslag tegen het leven of de vrijheid van den Koning, van de regeerende Koningin, van den Regent of van een ander Hoofd van een bevrienden Staat of ondernomen met het oogmerk Hen tot regeeren ongeschikt te maken;

b. aanslag tegen het leven of de vrijheid van de niet regeerende Koningin, van den vermoedelijken Troonopvolger of van een lid van het Vorstelijk Huis;

2°. doodslag of moord, kinderdoodslag of kindermoord;

3°. bedreigingen met aanslag tegen het leven, met verkrachting, met gewelddadige ontuchtige handelingen of met brandstichting, schriftelijk en onder eene bepaalde voorwaarde gedaan, met het oogmerk om zich of een ander te bevoordeelen;

4°. het opzettelijk veroorzaken van de afdrijving der vrucht van eene vrouw door haar zelve of door anderen;

5°. mishandeling, die den dood ten gevolge heeft, of ziekte welke geen uitzicht op volkomen genezing overlaat, of voortdurende ongeschiktheid tot uitoefening zijner ambts- of beroepsbezigheden, of afdrijving of dood van de vrucht eener vrouw, en mishandeling met voorbedachten rade;

6°. verkrachting; ontuchtige handelingen gepleegd met geweld of met bedreiging met geweld; het feit van buiten echt vleeschelijke gemeenschap te hebben met eene vrouw beneden den leeftijd van zestien jaren of met eene vrouw boven dien leeftijd, wanneer de schuldige weet, dat zij in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert; ontuchtige handelingen, wanneer de schuldige weet, dat de persoon met welke hij ze pleegt in staat van bewusteloosheid of onmacht verkeert, of wanneer die persoon den leeftijd van zestien jaren niet heeft bereikt; verleiding van een persoon beneden dien leeftijd tot het plegen of dulden van ontuchtige handelingen of buiten echt van vleeschelijke gemeenschap met een derde;

7°. opwekking van ongehuwde personen beneden den leeftijd van drie en twintig jaren tot het plegen van ontuchtige handelingen en iedere daad welke ten doel heeft de ontucht van dergelijke personen met een derde opzettelijk te begunstigen uit winstbejag of uit gewoonte, of zelfs zonder deze beide laatste omstandigheden, indien het geldt den vader, de moeder, den voogd of den toezienden voogd;

8°. dubbel huwelijk;

9°. oplichting of wegvoering, verberging, wegmaking of onderschuiving van een kind;

10°. oplichting of wegvoering van ongehuwde personen beneden den leeftijd van drie en twintig jaren;

11°. het namaken of vervalschen van muntspeciën of muntpapier met het oogmerk om die muntspeciën of dat muntpapier als echt en onvervalscht uit te geven of te doen uitgeven of het opzettelijk in omloop brengen van valsche of vervalschte muntspeciën of muntpapier;

12°. het namaken of vervalschen van van Rijkswege uitgegeven zegels, het plaatsen van valsche Rijksmerken of van valsche door de wet vereischte meesterteekenen op gouden en zilveren werken, het vervalschen en bedriegelijk plaatsen van die merken of teekenen;

13°. valschheid in geschriften en het met opzet gebruik maken van het valsche of vervalschte geschrift, voor zoover het betreft een geschrift waaruit eenig recht, eenige verbintenis of eenige bevrijding van schuld kan ontstaan, of dat bestemd is om tot bewijs van eenig feit te dienen; het in voorraad hebben of invoeren uit het buitenland van biljetten eener krachtens wettige verordeningen opgerichte circulatiebank met het oogmerk om die als echt en onvervalscht uit te geven, ingeval de dader, toen hij die stukken ontving, met de valschheid of vervalsching bekend was;

14°. meineed;

15°. omkooping van openbare ambtenaren, strafbaar ingevolge de artt. 178, 363 en 364 van het Nederlandsche Strafwetboek en de artt. 118, 120 en 121 van het Deensche Strafwetboek; knevelarij; verduistering door ambtenaren of daarmede gelijkgestelden;

16°. opzettelijke brandstichting, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is; brandstichting met het oogmerk om zich of een ander, ten nadeele van den verzekeraar of van den wettigen houder van een bodemerijbrief, wederrechtelijk te bevoordeelen;

17°. opzettelijke en wederrechtelijke vernieling van een gebouw hetwelk in zijn geheel of gedeeltelijk aan een ander toebehoort of van een gebouw of getimmerte, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is;

18°. openlijk geweld met vereenigde krachten tegen personen of goederen;

19°. het opzettelijk en wederrechtelijk doen zinken of doen stranden, vernielen, onbruikbaar maken of beschadigen van een schip, indien daarvan levensgevaar voor een ander te duchten is;

20°. muiterij en verzet van mindere schepelingen jegens hunne meerderen in rang;

21°. het opzettelijk doen ontstaan van gevaar voor een spoortrein;

22°. diefstal (Tyveri, Ran og Röveri;

23°. oplichting en verduistering;

24°. misbruik van eene handteekening in blanco;

25°. bedriegelijke bankbreuk.

Onder de voorgaande qualificatiën zijn begrepen de poging en de medeplichtigheid, voor zoover zij strafbaar gesteld zijn bij de wetgeving van het land, aan hetwelk de uitlevering wordt gevraagd.

De verplichting tot uitlevering strekt zich niet uit tot de onderdanen. Denemarken behoudt zich bovendien de bevoegdheid voor de in het land gevestigde en woonplaats hebbende vreemdelingen niet uit te leveren, tenzij de aanvraag om uitlevering eene daad betreffe, door den vreemdeling vóór zijne aankomst in Denemarken gepleegd en de aanvraag gedaan zij vóór dat de vreemdeling sedert twee volle jaren zijne woonplaats daar te lande gevestigd hebbe.

Artikel 2.

De uitlevering zal geen plaats hebben:

1°. ingeval het feit in een derden staat is gepleegd en de Regeering van dien staat de uitlevering aanvraagt;

2°, wanneer de aanvrage daartoe geschiedt op grond van hetzelfde feit, waarvoor de opgeëischte persoon in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, heeft terecht gestaan en ter zake waaraan hij aldaar is veroordeeld, van rechtsvervolging ontslagen of vrijgesproken;

3°. indien de vervolging of de opgelegde straf naar de wetgeving des lands, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, verjaard is vóór de aanhouding van den opgeëischten persoon of, zoo er nog geene aanhouding heeft plaats gehad, vóór de oproeping om door de rechtbank te worden gehoord.

Artikel 3.

De uitlevering zal geen plaats hebben zoolang de opgeëischte persoon in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, vervolgd wordt ter zake van hetzelfde feit.

Artikel 4.

Indien de opgeëischte persoon vervolgd wordt of straf ondergaat wegens een ander misdrijf, dan dat waarvoor zijne uitlevering wordt aangevraagd, zal zijne uitlevering niet worden toegestaan, dan na afloop der vervolging ingesteld in het land waaraan de uitlevering wordt aangevraagd en, in geval van veroordeeling, nadat hij de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend. Indien evenwel, volgens de wetten van het land dat de uitlevering aanvraagt, dat tijdsverloop de verjaring der vervolging ten gevolge zou kunnen hebben, zal zijne uitlevering worden toegestaan, tenzij er bijzondere redenen mochten aanwezig zijn die er zich tegen verzetten en onder gehoudenheid tot terugzending van den uitgeleverde, zoodra de vervolging in genoemd land zal zijn afgeloopen.

Artikel 5.

De uitgeleverde persoon zal niet mogen worden vervolgd noch gestraft in het land, waaraan de uitlevering is toegestaan, ter zake van een strafbaar feit niet in het tegenwoordig verdrag genoemd en vóór zijne uitlevering gepleegd, noch aan een derden Staat uitgeleverd zonder de toestemming van den Staat, die de uitlevering heeft toegestaan, tenzij hij de vrijheid hebbe gehad om het eerstgenoemde land weder te verlaten gedurende ééne maand nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen en hij, in geval van veroordeeling, de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Hij zal evenmin mogen worden vervolgd of gestraft ter zake van eenig feit in het tegenwoordig verdrag genoemd en vóór de uitlevering gepleegd zonder de toestemming der Regeering, die den uitgeleverde heeft overgegeven, en die, in-

dien zij zulks wenschelijk acht, de overlegging zal kunnen vorderen van een der bescheiden in art. 7 van het tegenwoordig verdrag vermeld. Intusschen zal die toestemming niet noodig zijn, wanneer de beklaagde uit eigen beweging zal hebben verzocht terecht te staan of zijn straf te ondergaan of wanneer hij binnen den bovengenoemden termijn het grondgebied van den Staat, waaraan hij is uitgeleverd, niet zal hebben verlaten.

Artikel 6.

De bepalingen van het tegenwoordig verdrag zijn niet toepasselijk op staatkundige misdrijven. Hij die, ter zake van een der in art. 1 genoemde gemeene feiten, is uitgeleverd, kan derhalve in geen geval worden vervolgd of gestraft in den Staat, waaraan de uitlevering is toegestaan ter zake van een staatkundig misdrijf door hem gepleegd vóór zijne uitlevering, noch van eenig feit met zoodanig staatkundig misdrijf samenhangende, tenzij hij de vrijheid hebbe gehad het land weder te verlaten gedurende eene maand nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen en hij, in geval van veroordeeling, de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Artikel 7.

De uitlevering zal worden aangevraagd langs diplomatieken weg en alleen toegestaan worden op vertoon van het oorspronkelijke of van een gewaarmerkt afschrift, hetzij van een vonnis van veroordeeling, hetzij van eene beschikking tot in staat van beschuldigingstelling of van eene beschikking waarbij rechtsingang is verleend met het bevel tot gevangenneming, hetzij van een bevel van gevangenneming, afgegeven in de vormen voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, die de aanvrage doet, en waarbij het feit waarvan sprake is op zoodanige wijze wordt omschreven dat de Staat, waaraan de uitlevering wordt gevraagd, in staat zij te beoordeelen of het volgens zijne wetgeving een geval daarstelt in het tegenwoordig verdrag voorzien, alsmede vermeldende de op het feit toepasselijke strafbepaling.

Artikel 8.

De op en bij den opgeëischte in beslag genomen goederen zullen worden overgegeven aan den opeischenden Staat, indien de bevoegde macht van den Staat, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, de overgave daarvan heeft bevolen.

Artikel 9.

In afwachting van de aanvrage om uitlevering langs diplomatieken weg zal de voorloopige aanhouding van den persoon, wiens uitlevering volgens het tegenwoordige verdrag kan gevraagd worden, kunnen verzocht worden :

van de zijde van Nederland, door elken officier van justitie of door elken rechter van instructie (rechter-commissaris) ;

van de zijde van Denemarken, door elken rechter van instructie en door den president der handelsrechtbank te Kopenhagen.

De voorloopige aanhouding is onderworpen aan de vormen en de regels voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, waaraan de uitlevering gevraagd wordt.

Artikel 10.

De vreemdeling, die krachtens de bepalingen van het voorgaand artikel voorloopig is aangehouden, zal, ten ware hij uit anderen hoofde behoorde in hechtenis te blijven, in vrijheid worden gesteld, indien niet binnen twintig dagen na de dagteekening van het bevel van voorloopige aanhouding de aanvrage tot uitlevering langs diplomatieken weg geschied is, onder overlegging der bescheiden bij het tegenwoordig verdrag voorgeschreven.

Artikel 11.

Wanneer bij vervolging ter zake van een gemeen misdrijf eene der Regeeringen het hooren van getuigen, die zich in den anderen Staat bevinden, noodig oordeelt, zal daartoe eene rogatoire commissie langs diplomatieken weg gezonden worden en zal daaraan gevolg gegeven worden met inachtneming der wetten van het land, waar de getuigen zullen worden uitgenoodigd te verschijnen. Intusschen zal in spoedvereischende gevallen eene rogatoire commissie rechtstreeks door de rechterlijke overheid in den eenen Staat kunnen worden toegezonden aan de rechterlijke overheid in den anderen Staat.

Elke rogatoire commissie strekkende tot aanvrage van een getuigenverhoor zal van eene Fransche vertaling vergezeld moeten zijn.

Artikel 12.

Indien, in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de persoonlijke verschijning van een getuige in het andere land noodig is of verlangd wordt zal zijne Regeering hem verzoeken aan de tot hem te richten uitnoodiging gevolg te geven en, in geval hij daaraan voldoet, zullen hem reis- en

verblijfkosten worden toegekend volgens de beslissing der rechtbank krachtens de tarieven en reglementen van kracht in het land, waar het verhoor zal moeten plaats hebben, of, bij gebreke van zoodanige tarieven en reglementen, door hem te verleenen de vergoeding toegekend door de aanvragende Regeering op het langs diplomatieken weg overgebracht verzoek der Regeering van het andere land.

Een getuige van welke nationaliteit ook, die in een van beide Staten opgeroepen vrijwillig voor de rechters van den anderen Staat verschijnt, zal aldaar niet kunnen worden vervolgd of aangehouden ter zake van vroeger door hem begane strafbare feiten of tegen hem wegens misdrijf uitgesproken veroordeelingen, zelfs niet onder voorwendsel van medeplichtigheid aan de feiten die het onderwerp uitmaken van het geding, waarin hij als getuige optreedt.

Artikel 13.

Wanneer in eene strafzaak een gemeen misdrijf betreffende, de mededeeling van overtuigingsstukken of van bescheiden, welke zich in handen bevinden der autoriteiten van het andere land, nuttig of noodig zal worden geoordeeld, zal de daartoe strekkende aanvraag langs diplomatieken weg geschieden en zal daaraan gevolg gegeven worden, tenzij er bijzondere redenen mochten bestaan die er zich tegen verzetten en onder gehoudenheid tot terugzending van de stukken.

Artikel 14.

De doorvoer over het grondgebied van een der contracteerende Staten, van een door eene derde Mogendheid aan de andere Partij uitgeleverden persoon, die niet behoort tot het land door hetwelk de doorvoer plaats heeft, zal worden toegestaan op het eenvoudig vertoon hetzij van het oorspronkelijke hetzij van een gewaarmerkt afschrift, van een der stukken genoemd in art. 7, mits het feit, waarop de uitlevering gegrond is, in het tegenwoordig verdrag vermeld zij en niet valle onder de bepalingen voorzien bij de artt. 2 en 6, en mits de doorvoer, wat het medegeleide betreft, geschiede met medewerking van beambten van het land dat den doorvoer over zijn grondgebied heeft toegestaan.

De kosten van doorvoer zullen komen voor rekening van den Staat die de uitlevering heeft aangevraagd.

Artikel 15.

De wederzijdsche Regeeringen doen over en weder afstand van alle aanvrage om terugbetaling van de kosten van onderhoud, van vervoer en andere die, binnen de grenzen van haar wederzijdsch grondgebied, zouden kunnen voortvloeien uit de uitlevering van beklaagde, in staat van beschuldiging gestelde of veroordeelde personen, evenals van die voortvloeiende uit de tenuitvoerlegging van rogatoire commissiën en uit de toezending en terugzending der overtuigingsstukken of der bescheiden.

Ingeval het vervoer over zee verkieslijk mocht worden geacht, zal de uit te leveren persoon worden overgebracht naar de haven, aan te wijzen door den diplomatieken of consulairen agent van den Staat, die de uitlevering heeft aangevraagd, en op wiens kosten hij zal worden ingescheept.

Artikel 16.

Het tegenwoordig verdrag, dat niet toepasselijk is op de koloniën, zal eerst in werking treden te rekenen van den twintigsten dag na zijne afkondiging in de vormen bij de wetten der beide landen voorgeschreven.

Te rekenen van zijne inwerkingtreding zal het verdrag van 28 Juli 1877 ophouden van kracht te zijn en vervangen worden door het tegenwoordig verdrag, dat van kracht zal blijven tot zes maanden na verklaring in tegenovergestelden zin door eene der beide Regeeringen gedaan.

Het zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingen er van zullen worden uitgewisseld binnen den tijd van zes weken of, zoo mogelijk, vroeger.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden het tegenwoordig verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

In dubbel opgemaakt te Kopenhagen, den 18 Januari 1894.

(*get.*) R. VON PESTEL. (*get.*) REEDTZ-THOTT.

L.S. (*L.S.*)

STAATSBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

(No 156.) **BESLUIT** *van den 6den September* 1895, *bepalende de plaatsing in het* Staatsblad *van de op* 2 *Juli* 1895 *te* Kopenhagen *tusschen* Nederland *en* Denemarken *gesloten additioneele overeenkomst, houdende uitbreiding van het uitleveringsverdrag van* 18 *Januari* 1894 *tot de Nederlandsche en Deensche Koloniën.*

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ, ENZ, ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK;

Gezien de op 2 Juli 1895 te *Kopenhagen* tusschen *Nederland* en *Denemarken* gesloten additioneele overeenkomst, houdende uitbreiding van het uitleveringsverdrag van 18 Januari 1894 tot de Nederlandsche en Deensche koloniën, van welke additioneele overeenkomst, met vertaling, een afschrift aan dit besluit gehecht blijft en daarvan een onafscheidelijk deel uitmaakt;

Gelet dat genoemde additioneele overeenkomst door Ons, namens de Koningin, den 1sten Augustus 1895 is bekrachtigd, alsmede dat de akte, houdende die bekrachtiging, den 27sten Augustus d. a. v. te *Kopenhagen* is uitgewisseld tegen de akte van gelijke strekking van Zijne Majesteit den Koning van *Denemarken*;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 3den September No. 9469;

Hebben goedgevonden en verstaan, de bekendmaking van bedoelde additioneele overeenkomst met hare vertaling te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad.*

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen, in meergenoemde additioneele overeenkomst vervat.

Assen, den 6den September 1895.

EMMA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. RÖELL.

Uitgegeven den *vijf en twintigsten* September 1895.

De Minister van Justitie,

VAN DER KAAY.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-Bas, et Sa Majesté le Roi de Danemark, ayant jugé utile d'étendre la convention, conclue à Copenhague le 18 Janvier 1894, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, aux colonies Néerlandaises et Danoises au moyen d'une convention additionnelle, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays Bas, jhr. RUDOLPHE AUGUSTE ALEXANDRE EDOUARD DE PESTEL Docteur en droit, Chevalier de l'ordre du Lion Neérlandais, Chevalier Grand Croix de l'ordre de Danebrog etc., etc. Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas près Sa Majesté le Roi de Danemark, et

Sa Majesté le Roi de Danemark, Monsieur le baron KJELD THOR TAGE OTTO DE REEDTZ THOTT, Son Ministre des Affaires Etrangères, commandeur de l'ordre de Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit.

Article 1.

Les stipulations de la convention du 18 Janvier 1894 seront applicables aux colonies et possessions étrangères des deux Hautes Parties contractantes, mais étant basées sur la législation de la mère-patrie, ces dispositions ne seront observées de part et d'autre que pour autant qu'elles seront compatibles avec les lois en vigueur dans ces colonies et possessions.

La demande d'extradition du malfaiteur qui s'est réfugié dans une colonie des Indes Occidentales, pourra aussi être faite directement par les Gouverneurs de Surinam et de Curaçao au Gouverneur des Antilles Danoises et réciproquement ces Gouverneurs auront la faculté soit d'accorder l'extradition, soit d'en référer à leur Gouvernement.

Le délai pour la mise en liberté, visé à l'article 10, sera de soixante jours pour les Colonies situées hors d'Europe. Les articles 9 et 10 ne seront pas applicables par rapport à l'Islande et réciproquement.

Article 2.

La présente convention additionnelle ne sera exécutoire qu'à dater du quatrième mois après l'échange des actes de ratification.

Elle continuera à sortir ses effets jusqu' à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Néanmoins elle sera censée dénoncée par le seul fait de la dénonciation de la convention du 18 Janvier 1894.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Copenhague le 2 Juillet 1895.

(L.S.) (get.) R. de Pestel. (L.S.) (get.) Reedtz Thott.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogstderzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden, en Zijne Majesteit de Koning van Denemarken, nuttig geoordeeld hebbende het verdrag betreffende de uitlevering van misdadigers den 18n. Januari 1894 te Kopenhagen gesloten, tot de Nederlandsche en Deensche Koloniën uit te strekken door middel eener additioneele overeenkomst, hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden: Jhr. mr. RUDOLPH AUGUST ALEXANDER EDOUARD VON PESTEL, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw, Ridder-Grootkruis der Orde van Danebrog enz.. enz. Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden bij Zijne Majesteit den Koning van Denemarken, en

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken den heer Baron KJELD THOR TAGE OTTO VAN REEDTZ THOTT, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, Commandeur der Orde van Danebrog en versierd met het eerekruis van die orde, die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent het volgende zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De bepalingen van het verdrag van 18 Janauri 1894 zullen van toepassing zijn op de koloniën en vreemde bezittingen der beide Hooge contracteerende Partijen, doch gegrondvest zijnde op de wetgeving van het moederland zullen deze bepalingen wederzijds slechts worden nageleefd voor zooverre zij bestaanbaar zijn met de wetten in die koloniën en bezittingen van kracht.

De aanvrage tot uitlevering van den misdadiger, die de wijk genomen heeft naar eene kolonie in West-Indië, zal ook rechtstreeks kunnen gericht worden door de Gouverneurs van Suriname of van Curaçao tot den Gouverneur der Deensche Antillen en omgekeerd. Deze Gouverneurs zullen de bevoegdheid hebben om, hetzij de uitlevering toe te staan, hetzij de aangelegenheid aan hunne Regeering te onderwerpen.

De termijn voor de invrijheidstelling, bedoeld in artikel 10, zal zestig dagen bedragen voor de koloniën buiten Europa gelegen. De artikelen 9 en 10 zullen niet toepasselijk zijn ten opzichte van IJsland en omgekeerd.

Artikel 2.

De tegenwoordige additioneele overeenkomst zal eerst in werking treden vier maanden na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Zij zal van kracht blijven tot zes maanden na verklaring in tegenovergestelden zin door eene der beide Regeeringen gedaan.

Niettemin zal zij geacht worden te zijn opgezegd door het feit der opzegging van de overeenkomst van 18 Januari 1894.

Zij zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen worden uitgewisseld binnen den ter mijnvan zes weken of, zoo mogelijk, vroeger.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden het tegenwoordig verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

In dubbel opgemaakt te Kopenhagen den 2den Juli 1895.

(*L.S.*) (*get.*) R. VON PESTEL. (*L.S.*) (*get.*) REEDTZ THOTT.

Heeft de opneming daarvan in het Publicatieblad bevolen.

Gedaan te Willemstad, den 31sten October 1895.

BARGE.

De Gouvernements-Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 13den November 1895.

De Gouvernements-Secretaris,
HELLMUND.